MOBILISATION

RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES : NOS AVANCEMENTS ET PROMOTIONS MENACÉS

Le « fonctionnaire bashing » continue

11 novembre 2026 · Diffusion immédiate

La dette publique française, qui s'élève à 3 596 milliards d'euros, pèse dans le débat national et sert de prétexte à une politique d'austérité budgétaire. Dans le même temps, le contexte économique et social met tous les salariés en souffrance. Aujourd'hui, le travail ne permet plus aux agents publics de vivre dignement.

C'est dans cette conjoncture que Le Monde révèle une préconisation du dernier rapport de la Cour des comptes, institution désormais présidée par notre ancienne ministre de tutelle. Ce rapport avance 18 propositions pour générer 32 à 38 milliards d'économies, dont un gel des avancements et des promotions pendant un an qui couvriraient 3,8 à 3,9 milliards d'euros. Rappelons pourtant que la valeur du point d'indice est déjà gelée au fil des budgets successifs.

Position de l'UNSA

Chers collègues, vous le constatez : une fois de plus, la seule solution proposée consiste à dégrader nos salaires et nos conditions de travail.

On voudrait nous rendre comptables des difficultés budgétaires de l'État, alors qu'elles résultent de dix années de politiques publiques favorisant les plus riches au détriment des plus modestes. L'UNSA refuse que les agents publics soient traités comme des variables d'ajustement et paient le prix de ces dérives.

Il est d'autant plus aberrant de lire ce type de discours sous la plume des magistrats de la Cour des comptes, eux-mêmes agents publics très confortablement rémunérés. C'est faire bien peu de cas des agents des catégories inférieures, écrasés par les charges du quotidien.

L'UNSA ne considère pas les agents publics comme un coût, mais comme un investissement indispensable au service de la justice sociale et de la cohésion territoriale.

Le gel des promotions : un non-sens pour l'attractivité

L'UNSA réfute cette orientation proposée par la Cour des comptes. Face à la demande légitime de services publics efficaces, **le gel des promotions aggraverait la crise d'attractivité** dont souffre déjà l'emploi public.

Comment susciter des vocations managériales sans perspectives d'évolution ?

Aujourd'hui, **les services ne tiennent que grâce à la conscience professionnelle des agents,** alors même que le volume des promotions diminue d'année en année.

Des économies qui coûteront cher humainement

Les attaques contre le statut et le pouvoir d'achat s'enchaînent depuis 2007. Le fameux « travailler plus pour gagner plus » s'est traduit par travailler plus pour gagner moins. Les réductions d'effectifs se sont accélérées avec la promesse que les agents restants seraient mieux payés.

Aujourd'hui, diriez-vous que vous êtes mieux rémunérés ?

L'unique objectif est de réguler le déficit en supprimant des postes et des droits.

Le service public : garant de la cohésion sociale et territoriale

Des fonctionnaires correctement équipés et des services dotés de moyens suffisants garantissent l'égalité d'accès au service public pour tous les citoyens. C'est la désertion de l'État face à ses responsabilités qui engendre les zones de non-droit et laisse des citoyens sur le bord de la route, les excluant du projet républicain. **Pour l'UNSA, un service public fort est le premier rempart face aux crises sociales répétées sur notre territoire.**

L'État doit renouer le dialogue plutôt que maltraiter ses agents

Face à la grogne qui s'exprime dans la rue, **l'État répond avec brutalité à des agents qui ne se sentent plus écoutés.** La réduction des droits syndicaux au sein des instances a rompu le dialogue social qui permettait d'éviter la confrontation directe. **Si l'UNSA ne soutient aucune forme de violence** ni d'entrave aux libertés individuelles, **elle rappelle que cette crise est aussi le fruit de la destruction du dialogue social, véritable déni de justice qui brutalise les fonctionnaires.**

UNSA DOUANES GUADELOUPE EXIGE

- **L'augmentation de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;**
- **L'amélioration des conditions de travail et la protection des agents ;**
- **L'arrêt immédiat des mesures injustes contre la fonction publique.**

UNSA Douanes Guadeloupe — La force

